



La levée de l'impôt indirect dans les municipalités catalanes

Les ordonnances du « butlletí » de Cervera (1460)

PERE VERDÉS PIJUAN
(Institution Milá y Fontanals (CSIC) Barcelone)

Les concessions royales accordées aux municipalités catalanes pour percevoir l'impôt indirect appelé *imposicions*, *sises* ou *ajudes* octroyaient aux autorités locales un large contrôle sur cette ressource fiscale ; elles pouvaient, par exemple, déterminer les produits imposés, les taux d'imposition et les modes de perception et, théoriquement, décider en dernière instance en cas de litige ou de problème relatif à la gestion de l'impôt¹.

On sait que le recouvrement des impôts indirects était habituellement affermé par la ville ; c'était en effet la façon la plus pratique et la plus sûre de collecter les impositions, d'obtenir un minimum garanti de recettes et d'économiser les frais de collecte. Mais, en cas d'impossibilité d'affermir un impôt, ou pour toute autre raison, les autorités locales optaient parfois pour la régie directe.

Affermés ou en régie directe les impôts étaient perçus par des percepteurs. Le contrôle strict de l'organisation commerciale, de la qualité des produits et de l'approvisionnement urbain, facilitait leur travail². Cependant nos connaissances actuelles qui reposent sur de rares éléments bibliographiques ne permettent pas d'expliquer de manière cohérente et systématique le processus précis de recouvrement des *imposicions* en Catalogne. Il existe encore, en effet, des lacunes à

1. Cf. M. Sánchez et P. Ortí, « La Corona en la génesis del sistema fiscal municipal en Catalunya (1300-1360) », *Col·loqui Corona, municipis i fiscalitat a la baixa Edat Mitjana*, Institut d'Estudis Ilerdencs, Lleida, 1997, p. 233-278. P. Verdés, « A propòsit del « privilegi general » per recaptar imposicions atorgat per Pere el Ceremoniós », *Miscel·lània de Textos Medievals*, 8, Barcelone 1996, p. 231-248.

2. Cf. J. Broussolle, « Les impositions municipales de Barcelone de 1328 à 1462 », *Estudios de Historia Moderna*, V, Barcelone, 1955, p. 107-112. M. Turull, *La configuració jurídica del municipi baix-medieval. Règim communal i fiscalitat a Cervera entre 1182 i 1430*, Fundació Noguera, Barcelone, 1990, p. 447-451. J.M. Font Rius, « La administración financiera en los municipios catalanes medievales », *Historia de la Hacienda española (épocas antigua y medieval)*, Madrid, 1982, p. 208-209.

propos des aspects essentiels du fonctionnement du commerce urbain. Le manque d'études à ce sujet contraste avec la masse importante d'informations contenues dans les recueils de privilèges locaux, les contrats de fermage, les actes municipaux, les ordonnances des *mostassafs* (contrôleurs des marchés) et dans d'autres sources inédites ou publiées, notamment les *Capítols del Butlletí* de Cervera, qui sont particulièrement intéressants pour comprendre la gestion des *imposicions* en Catalogne et démontrent qu'au cours du XV^e siècle le système administratif de l'impôt indirect avait atteint un haut degré d'évolution. Le but de cette étude est donc d'analyser les ordonnances concernant la gestion des *imposicions*, édictées dans la ville de Cervera en 1460 et qui sont à l'image et à la ressemblance de celles en vigueur dans d'autres villes catalanes à la même période.

Cervera, qui était l'un des dix centres les plus importants de Catalogne, percevait des *imposicions* de manière régulière depuis le début du XIV^e. La municipalité disposait d'une importante marge de contrôle sur l'impôt et, comme souvent, choisissait de l'affermier au plus offrant³. Dans le cadre de la crise financière galopante qui affecta de nombreuses villes catalanes au cours du XV^e siècle, des efforts furent faits à Cervera, qui visaient non pas à amortir mais plutôt à financer la dette municipale. En relation avec les *imposicions*, ils se traduisirent principalement par des augmentations épisodiques de taxes et par la création d'*imposicions* extraordinaires. Cependant, au début de l'année 1460, une proposition très novatrice fut présentée en session du conseil : comme on avait appris que dans certaines villes de Catalogne – parmi lesquelles sont expressément citées Barcelone, Vic et Manresa – le recouvrement effectif des *imposicions* avait été effectué avec succès par la municipalité, on suggéra que Cervera pût faire de même. Le conseil se montra favorable à la proposition et, afin d'obtenir une copie des règlements sur ce sujet, envoya un messenger à la ville la plus proche appliquant la nouvelle méthode, Manresa⁴. Le système était connu sous le nom de *butlletí* (bulletin), par référence au papier ou parchemin – que l'on appelait aussi *albarà* – sur lequel étaient consignées les sommes recouvrées.

Les ordonnances du *butlletí* de Cervera sont actuellement conservées à l'*Arxiu Històric Comarcal* de cette ville ; on y trouve, sur 40 feuillets, 109 ordonnances dont la rédaction définitive date de la fin de 1460⁵. Les chapitres traitent principalement des différents aspects de la procédure d'imposition, toujours contrôlée en dernier ressort par le conseil, les gouvernants locaux (*paers*) ou leurs représentants. Différentes phases se succèdent dans la levée des *imposicions* : la déclaration fiscale du contribuable, les mécanismes de contrôle de cette déclara-

3. M. Turull, *La configuració...*, op. cit., p. 436-456. P. Verdés, « Les imposicions a Cervera durant la segona meitat del s. XIV », *Col·loqui Corona...*, op. cit., p. 383-422.

4. AHCC, FM, *Consells*, 1460, fol. 20 r^o., 21 v^o.-22 r^o., 23 r^o.-v^o. et *Notaments del racional*, 1458-1461, fol. 62 v^o.

5. AHCC, FM, *Notaments del racional*, 1458-1461, fol. 107 v^o.

tion, le recouvrement effectif de l'impôt par les percepteurs, la fiscalisation du recouvrement et les sanctions prévues en cas d'infractions.

La déclaration fiscale

Tous ceux qui exerçaient des activités sujettes à l'*imposició* (achat, vente, donation...) devaient les déclarer en précisant leur importance (valeur de la transaction, poids du produit ou quantité des marchandises). La variété des activités et des personnes soumises aux *imposicions* était très grande⁶, et amena les autorités locales à régulariser la déclaration avec pour objectif clair de rationaliser la taxation. Habituellement, celui qui réalisait une transaction ou une activité soumise à *imposició* était obligé de déclarer et de payer l'impôt correspondant, sauf s'il en était exempt. Mais, dans le cas des commerçants et des artisans, ceux-ci devaient retenir la taxe payée par leurs clients et assumer la responsabilité de sa déclaration et de son versement aux receveurs. Selon la qualité du contribuable (marchand professionnel ou commerçant éventuel) la déclaration devait être immédiate ou pouvait être différée.

La « déclaration immédiate » était effectuée, comme son nom l'indique, immédiatement après la conclusion de l'activité imposable. Cette forme de déclaration existait pratiquement dans toutes les *imposicions*⁷ et, dans le cas des céréales, de la farine ou du pain, c'était la seule car, pour des raisons fiscales et d'approvisionnement de la ville, le conseil exigeait de contrôler toutes les transactions⁸. Les dons de n'importe quelle marchandise, et tout particulièrement des produits fabriqués de la mercerie, de la cordonnerie et de la peausserie, étaient l'un des autres cas pour lequel on exigeait toujours une « déclaration immédiate ». Pour éviter toute dissimulation frauduleuse de transactions sous la forme de donations, les donateurs ne pouvaient remettre le produit qu'après l'avoir déclaré⁹.

Cependant, ce procédé de la « déclaration immédiate » pouvait comporter de graves inconvénients pour le déroulement de l'activité commerciale, surtout pour

6. P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », *op. cit.*, p. 383-422. Voir, dans ce même volume, l'étude de P. Ortí.

7. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 10 v°. (viande), 14 r°. - v°, 15 v°. (mercerie), 22 v°. (portes), 25 r°, 26 v°. (cordonnerie), 27 r°, 28 r°. (tannage), 28 v°. (bétail).

8. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 20 r°. - 21 r°. (céréales), 3 v°. - 4 r°. (farine), 6 r°. - v°. (pain). Au sujet de l'importance de l'approvisionnement en céréales de la ville : M. Turull, *La configuració...*, *op. cit.*, p. 361-364.

9. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 15 v°, 26 v°, 28 r°.

le commerce de détail. C'est la raison pour laquelle les commerçants et les artisans résidant dans la ville furent autorisés à différer leur déclaration, généralement d'une semaine, en additionnant toutes les transactions dans lesquelles ils étaient intervenus pendant sept jours et en payant la totalité de l'impôt. Le samedi ou le lundi, ces contribuables se rendaient chez les percepteurs pour y déclarer toutes leurs opérations de vente et d'achat¹⁰.

Cependant, dans certaines occasions, la déclaration des marchands n'était adaptée ni aux besoins du commerce, ni à ceux du contrôle fiscal. C'est le cas des acheteurs de safran, des acheteurs et des vendeurs de vendange, ainsi que des marchands forains¹¹. Dans ce cas, la déclaration n'était différée que de quelques heures car, à la fin de la journée ou de leur activité quotidienne, ils étaient contraints de déclarer toutes les transactions réalisées¹². Dans certaines circonstances, comme pour les résidents *extra-muros*, plus particulièrement ceux du village de Vergós, existait la possibilité d'effectuer une déclaration différée sous serment pour l'achat et la vente de la farine et des céréales. Quant à la mouture, ces derniers n'étaient obligés de la déclarer qu'une fois par mois et un délai de trois jours à partir de la transaction leur était accordé pour déclarer les céréales¹³. Le processus était identique pour les propriétaires des moulins, qui ne devaient déclarer que tous les quinze jours¹⁴ ce qui était moulu pour leur consommation personnelle. *L'imposició* qui grevait les contrats devant notaire constituait un

10. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 6 v°. (fours), 7 r°. - 8 v°. (taverniers), 10 r°. (bouchers), 14 v°. (merciers, boutiquiers, épiciers et revendeurs en général), 18 v°. - 19 r°. (courtiers), 23 v°. (forgerons, menuisiers, selliers et potiers), 25 v°. - 26 r°. (tanneurs, pelletiers, cordonniers...).

11. Dans le cas du safran, son volume réduit permettait de le cacher facilement ; il fallait donc contrôler l'activité journalière des acheteurs de safran qui fréquentaient le marché. En ce qui concerne les vendanges, le raisin devait être transformé en vin peu après avoir été acheté pour éviter qu'il ne pourrisse, raison pour laquelle on ne pouvait pas en retarder la déclaration. Enfin, les marchands qui venaient de l'extérieur n'avaient aucune obligation de demeurer pendant des semaines entières au même endroit et on ne pouvait pas non plus limiter leurs déplacements.

12. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 15 v°. (général) et 17 r°. (safran), fol. 9 r°. (vendanges).

13. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 5 v°. et 21 r°. - 21 v°. Cette mesure est compréhensible si on tient compte du fait que Cervera se trouve sur une colline et que les moulins ainsi que le village de Vergós – qui dépendait de la ville – étaient situés dans la vallée de la rivière Ondara. Les deux agglomérations sont séparées par une importante dénivellation et il aurait été très pénible de monter les charges jusqu'à la ville pour les peser ou les mesurer chaque fois que l'on réalisait une transaction de céréales ou que l'on apportait ces dernières au moulin.

14. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 5 v°. - 6 r°.

autre cas exceptionnel : les parties contractantes disposaient de six jours après la réalisation du contrat pour la déclaration d'impôt et sa mise en paiement¹⁵.

Les mécanismes de contrôle

Immédiate ou différée, la déclaration était obligatoire. Elle devait se faire sous serment et, dans certaines circonstances, telles les donations, les percepteurs pouvaient exiger qu'on leur montrât l'objet de la donation¹⁶. Mais, on le devine, ces contraintes n'étaient pas suffisantes, et c'est la raison pour laquelle le Conseil promulgua une règle qui, profitant de l'organisation commerciale et urbaine préexistante, lui permettait de s'assurer dans une large mesure, du respect des obligations fiscales. Cette politique de contrôle fiscal s'appliquait à l'intérieur de l'enceinte urbaine et présentait trois formes différentes : le contrôle mutuel des contribuables, celui de l'infrastructure commerciale et celui des portes de la ville.

Le premier stade, très simple, était le contrôle mutuel, exigé des parties effectuant une transaction. Il s'agissait de bloquer la transaction – normalement le paiement et la remise du produit – jusqu'à ce que les partenaires aient payé *l'imposició*. La mesure concernait tout un chacun, mais visait particulièrement le cas des acheteurs ou des vendeurs venus de l'extérieur, plus difficiles à contrôler¹⁷.

Le second stade, déjà classique dans le recouvrement des impôts, concernait la structure commerciale urbaine avec d'abord le contrôle des espaces commerciaux. Le commerce urbain et les événements commerciaux (les marchés et les foires) étaient parfaitement circonscrits dans l'espace et le recouvrement des impôts avait lieu dans ces endroits là. C'est le cas à Cervera, où la *Plaça Major* ou *Plaça del Blat* (la place principale ou place aux blés) et ses environs constituaient le poumon commercial de la ville¹⁸ ; au XV^e siècle, les céréales et le safran, denrées de première importance, devaient obligatoirement y être vendus¹⁹. C'est là aussi, ou dans les rues avoisinantes, que se tenaient les foires

15. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 13 r°. Cette mesure incluait les contrats devant notaire de Cervera et, dans le cas des contrats devant notaires étrangers à la ville, la déclaration devait être réalisée aussi rapidement que possible, sans que l'on puisse toutefois préciser le délai.

16. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 15 v°, 26 v°, 28 r°.

17. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 10 v°, 15 r°, 18 v°, 23 r°, 26 r°, 28 r°, 28 v°.-29 r°.

18. A. Duran, *Llibre de Cervera*, Curial, 1977, p. 311-314.

19. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 17 r° (safran). M. Turull, M. Garrabou, J. Hernando et J.M. Llobet, *Llibre de Privilegis de Cervera (1182-1546)*, Fundació Noguera, Barcelone, 1991, p. 169 (privilege de 1356 dans lequel le roi changeait le lieu où devaient être vendues les céréales).

et les marchés, où chaque produit était commercialisé à un emplacement clairement indiqué²⁰.

L'utilisation des poids et mesures publics représentait une autre forme de contrôle de la structure commerciale, traditionnellement utilisé – me semble-t-il – par la fiscalité royale et municipale²¹. A Cervera, les ordonnances prévoyaient que pour certaines transactions, il fallait obligatoirement utiliser les poids et mesures publics propres à chaque produit²². C'était le cas de la vente²³ et de la mouture des céréales²⁴, de la vente du pain²⁵, des animaux²⁶, du poisson frais²⁷ et des textiles²⁸. A partir de 1460, les officiers chargés des poids et mesures qui

20. M. Turull, « Intercanvi comercial, fira i mercat a Cervera entre 1136 i 1392 », *Miscel·lània Cerverina*, 7, Cervera, 1991, p. 19-39.

21. Au sujet de la fiscalité et des impôts sur l'utilisation des poids et mesures à Cervera, voir P. Bertran, « La lleuda de Cervera (segle XV) », *Miscel·lània Cerverina*, II, Cervera, 1984, p. 49-66 et, du même auteur, « Les rendes reials de Cervera, segons una relació de 1311 », *Miscel·lània Cerverina*, V, Cervera, 1987, p. 71-88.

22. Cette obligation était coutumière à Cervera depuis le XIV^e siècle dans le cas des commerçants et des artisans la nouvelle réglementation renforça le contrôle municipal (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 383-422).

23. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 21 r.^o-21 v.^o. Comme nous l'avons déjà vu, à Cervera, la vente des céréales était centralisée sur la Plaça Major ou del Blat, présidée par la *Paeriatís* (le conseil municipal). Il existait une *quartera* (mesure de capacité) en pierre sous les porches destinée à servir de mesure permanente pour les transactions de céréales et autres produits. La municipalité disposait aussi d'une série de « quarteres » en bois et métal qui devaient être utilisées pour ces transactions ; elles apparaissent souvent dans les documents parce qu'il fallait les réparer ou en acheter de nouvelles. Les fermiers des *imposicions* montrèrent un intérêt particulier pour ces opérations, se chargeant, dans bien des cas, de maintenir ce service en état (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 402-403).

24. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 3 v.^o-4 r.^o. Depuis 1327, la ville disposait d'un privilège destiné, en principe, à éviter les erreurs et les escroqueries de la part des meuniers lorsqu'ils transformaient le grain en farine. En vertu de ce privilège, toutes les céréales qui étaient apportées au moulin devaient être pesées sur le chemin du moulin à l'aller et au retour (Turull, Garrabou, Hernando et Llobet, *Llibre de Privilegis...*, *op. cit.*, p. 79-80, n^o 35).

25. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 6 r.^o-6 v.^o. Nulle personne étrangère à la ville qui y introduisait du pain ne pouvait le vendre avant de l'avoir présenté au *pesador* (peseur) de farine qui devait compter les pains et en consigner le nombre dans un *bulletí* ou *albarà*.

26. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 10 v.^o-11 r.^o. Dans la boucherie de la ville, il y avait des *calastons* où les viandes étaient pesées avant d'être vendues, en appliquant l'*imposició* correspondant à chaque livre de poids et en déduisant la tare (les os et les parties que l'on ne pouvait utiliser), poids non vendable (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », *op. cit.*, p. 394).

27. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 18 r.^o-18 v.^o. Le cas du poisson frais était identique à celui de la viande (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 407-408).

28. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 24 r.^o-24 v.^o. La laine et les autres textiles étaient pesés au *pes del rei* (poids du roi).

assuraient le fonctionnement du système, furent totalement contrôlés par les autorités locales. Dès lors, les peseurs et les mesureurs se transformèrent en véritables auxiliaires des percepteurs, avec lesquels ils durent collaborer étroitement. Cette collaboration consistait principalement dans la tenue d'un livre où étaient notées, séparément et par types de produit, toutes les opérations effectuées. Ensuite, ils devaient consigner l'opération sur un *butlletí* adressé aux receveurs et retenir le produit jusqu'à ce que le contribuable ait rapporté le *butlletí* scellé par les percepteurs : c'était la preuve que l'impôt avait été payé²⁹.

Les percepteurs avaient un troisième moyen de contrôler le commerce : le recours à des intermédiaires. Des notaires et des courtiers avaient l'obligation de communiquer chaque semaine (le samedi ou le lundi) toutes les transactions dans lesquelles ils étaient intervenus, en précisant le nom des parties contractantes, les prix et les quantités³⁰.

Les officiers municipaux pouvaient aussi profiter de l'existence des monopoles d'origine seigneuriale, comme la boucherie et la poissonnerie, les moulins et les fours, pour contrôler les activités qui en dérivait. Ainsi, les bouchers, parfaitement encadrés par la municipalité, ne pouvaient abattre les animaux et commercialiser leur viande que dans les boucheries, et ils étaient personnellement chargés de recouvrer l'impôt payé par les consommateurs³¹. Par ailleurs, on devait décharger à la poissonnerie tout le poisson débarquant en ville pour le déclarer et le peser³², et ce jusqu'à huit heures du soir ou, au plus tard, le matin suivant. En ce qui concerne la mouture des céréales, le personnel des moulins était le seul à pouvoir retirer les céréales de la « maison de la pesée » pour les transporter au moulin et pour les y rapporter une fois moulues³³. Enfin, les boulangers ne pouvaient cuire le pain que dans les fours municipaux dont les fournisseurs devaient rendre compte de leurs activités chaque semaine³⁴.

29. Cf. notes 22, 23, 24, 25, 26 et 27.

30. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 12 r°. (notaires) et 18 v°.-19 r° (courtiers).

31. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 10 r°. Les boucheries étaient situées sur la Plaça Major et sur la Plaça de l'Om et, bien qu'en principe on considérât qu'elles pouvaient vendre des animaux entiers pour des mariages ou des banquets, par la suite, on restreignit toute vente et abattage d'animaux à ces seules boucheries (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 394-395. Sur ce thème : M. Turull, « Agricultura i ramaderia a Cervera... », p. 87-94. J. M. Llobet, « La producció i el consum de carn a Cervera durant els s. XIV i XV », 1^o *Col·loqui d'Història de l'Alimentació a la Corona d'Aragó* (v. 2), Institut d'Estudis Ilerdencs, Lleida, 1995, p. 53-60.

32. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 18 r°.-19 v°. Les autorités locales avaient un intérêt particulier à intervenir et à contrôler le commerce du poisson. Cet intérêt s'explique par la difficulté d'obtenir du poisson frais sur les marchés intérieurs et par les spéculations des pêcheurs pendant le carême (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 408).

33. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 4 v°.-5 r°.

34. P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 400-401.

Une cinquième manière, originale, consistait à contrôler les tavernes où était vendu le vin. Les taverniers devaient apposer sur la porte de leur établissement un signe (*ram* ou *toia*), qu'ils ne pouvaient enlever tant qu'ils n'avaient pas acquitté l'impôt³⁵. La vente publique du vin ne pouvait se dérouler si les taverniers ne l'avaient pas déclarée aux percepteurs³⁶ et avant que ceux-ci n'aient vérifié la quantité de vin que contenaient les fûts à l'aide d'une chaîne et fixé un prix de vente invariable, avant de sceller le tonneau pour empêcher que l'on n'y ajoute du vin³⁷. Pour finir, le tavernier ne pouvait vendre le vin qu'à condition d'utiliser les mesures officielles spécialement vérifiées par les percepteurs. Ces mesures étaient diminuées de la partie correspondant à la taxe et le tavernier vendait la mesure entière, mais réservait ce qui manquait au fisc, ce dont il répondait hebdomadairement auprès des percepteurs³⁸.

Il ne nous reste plus qu'à parler d'une dernière institution de contrôle : les gardiens des portes ; ils deviennent permanent à partir de 1460, ce qui suppose un progrès qualitatif très important dans l'amélioration du contrôle de l'impôt³⁹. La municipalité intervint de nouveau, comme elle l'avait fait dans le domaine des poids et mesures, en nommant annuellement des gardiens des portes qu'elle rémunérait et pour lesquels elle construisait des maisons à proximité des portes, pour les loger⁴⁰. Comme les peseurs et mesureurs, ces gardiens des portes se convertirent en auxiliaires des percepteurs avec une mission clairement établie : contrôler l'entrée et la sortie de toutes les marchandises. Personne ne pourrait plus entrer dans la ville de marchandise soumise à l'impôt sans la montrer aux gardiens des portes et leur laisser un gage ; les gardiens devaient consigner l'opération sur un *albarà* ou *butletí* remis à l'intéressé. De même, nul ne pourrait sortir une marchandise sans présenter le *butletí* correspondant, fermé et scellé du sceau remis aux gardiens par les percepteurs. Le gardien vérifiait si la référence de l'ordre de paiement était correcte et, s'il avait retenu un gage, il le rendait à l'intéressé. Les gardiens des portes avaient l'obligation de conserver ces reçus de sortie, rangés par jours et classés sur une ficelle, et ils devaient les présenter aux percepteurs ou à tout autre officier pour les vérifications nécessaires⁴¹.

35. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 8 r°. Le *ram* était une branche, habituellement de pin, tandis que la *toia* était un bouquet.

36. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 7 v°. - 8 r°.

37. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 8 r°. - 8 v°.

38. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 9 r°.

39. Les péages, de même que les poids et mesures, avaient une longue tradition dans la fiscalité royale de la ville (voir note 21). D'autre part, au cours du XIV^e siècle, le roi avait concédé à la municipalité des octrois extraordinaires pour faire face à des besoins concrets (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 415).

40. AHCC, FM, *Consells*, 1460, fol. 21 v°, 30 v°.-31 r°, 34 v°.-40 r°, 44 r°.-43 r°, 46 r°, 109 r°.-v°, 113 v°.-114 r°, 117 v°.-118 r°, 122 v° et 125 r°.

41. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 38 r°.-39 r°. (général), 22 r°.-23 r°. (portes) et 20 r°.-20 v°. (blé).

Le recouvrement de l'impôt

La déclaration fiscale était donc parfaitement réglementée et, soumise à une stricte surveillance, elle devait permettre aux percepteurs d'optimiser le rendement de l'impôt et d'éviter les fraudes. Mais qui étaient ces percepteurs et comment œuvraient-ils ?

L'activité administrative consistant à percevoir efficacement les *imposicions*, on l'a vu, fut directement contrôlée par les autorités locales à partir de 1460, et cela sans préjudice du fait que, par la suite, le produit puisse être affermé au plus offrant. On créa pour cela une administration municipale centralisée et payée par le conseil, où tous les contribuables devraient se rendre pour effectuer leur déclaration et payer l'impôt : on l'appela la *taula del butlletí* (la table du bulletin). La *taula* était située au centre commercial de la ville, sur la place, et fonctionnait du lever jusqu'au coucher du soleil. Elle était composée de deux sections différentes : l'une se chargeait de la liquidation de l'impôt et l'autre de son recouvrement. Chacune possédait sa table, en vis-à-vis, et ses officiers.

La liquidation de l'impôt s'effectuait en appliquant le taux d'imposition fixé sur la valeur, le poids ou la quantité déclarés par le contribuable. Le montant pouvait être calculé à partir des *butlletins* dressés par les gardiens des portes ou les responsables des poids et mesures. Les percepteurs devaient relever le nom du ou des déclarants, la transaction, la marchandise et la taxe correspondante. Il était prévu, en principe, un registre par impôt, mais diverses petites *imposicions* pouvaient être notées dans un même volume⁴². On rappelait aussi aux percepteurs qu'ils devaient conserver les bulletins des déclarations effectuées chaque semaine par les commerçants locaux à la *taula*⁴³. Dès l'inscription sur les livres, un officier délivrait un *butlletí* à présenter au receveur percevant l'argent à l'autre section de la *taula*, afin de payer le droit correspondant. Dans le cas où l'on voulait simplement sortir des marchandises de la ville ou récupérer un gage laissé aux portes au moment de l'entrée, le *butlletí* fermé et scellé était directement adressé aux gardiens des portes⁴⁴. L'établissement des *butlletins* et la tenue des registres revenaient à l'officier qui présidait la « table » chargée de la liquidation⁴⁵. Cependant, en cas de doute sur la déclaration, il pouvait et même devait exiger une inspection. Outre les mécanismes habituels de contrôle, les percepteurs avaient le droit d'interroger et d'exiger de n'importe qui qu'il prête serment,

42. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 1 v^o.-2 r^o., 34 r^o. et 38 r^o. Malheureusement, on n'a pas conservé ces registres, car ils devaient être détruits dès que l'on avait vérifié et contrôlé les comptes.

43. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 1 v^o.-2 r^o.

44. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 2 r^o.-2 v^o., 37 v^o. et 38 r^o.-39 r^o.

quand et autant de fois qu'ils l'exigeaient, pour enquêter et découvrir les fraudes à l'*imposició*⁴⁶. Dans le cas des donations, comme on l'a vu, cette inspection impliquait que les percepteurs pussent demander qu'on leur apportât l'objet de la déclaration⁴⁷.

Une fois calculé, l'impôt correspondant à la déclaration – en admettant qu'elle soit correcte – devait être réglé sans retard au receveur. Le contribuable se rendait à la table de recouvrement avec le *butlletí* sur lequel était inscrite la somme à acquitter, condition *sine qua non* pour pouvoir effectuer le paiement⁴⁸. Après avoir présenté le *butlletí*, il remettait l'argent au receveur qui vérifiait le poids et l'aloi des pièces. La somme vérifiée était ensuite déposée dans un « *lliurador* »⁴⁹ et versée, personnellement, par le contribuable, dans la caisse à travers une ouverture ménagée dans la partie supérieure⁵⁰. Par la suite, le receveur apposait un sceau sur le *butlletí* comme preuve que le contribuable avait payé l'impôt. Si nécessaire, ce *butlletí* était adressé, fermé, au gardien des portes pour que le contribuable puisse récupérer le gage éventuellement remis au préalable. Au cas où le contribuable demanderait seulement le *butlletí* comme reçu, le receveur était obligé de le lui donner. Et si le *butlletí* n'était pas réclamé immédiatement, le receveur le conservait, classé par jours, au cas où il serait réclamé et utilisé postérieurement pour une vérification quelconque⁵¹. Chaque matin, on plaçait sur la table, sous un tapis, la caisse dans laquelle on gardait l'argent ; elle était attachée par une chaîne pour que personne ne puisse la bouger pendant la nuit. Cette caisse était fermée et ne pouvait s'ouvrir qu'avec deux clés ; le *paer* (conseiller municipal) en possédait une et le fermier ou le *defenedor* -dont nous allons parler- l'autre. Chaque soir ils ouvraient la caisse pour compter l'argent et, au bout d'une semaine, ils l'ouvraient à nouveau pour effectuer la vérification hebdomadaire avant d'en remettre le montant à la personne désignée par les conseillers⁵². Dans le même temps, le receveur devait tenir un registre dans lequel il notait toutes les vérifications journalières et hebdomadaires ainsi que les sorties d'argent de la

45. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 38 r^o.-39 r^o.

46. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 1 r^o., 8 v^o.-9 r^o., 30 r^o. et 34 r^o.

47. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 15 v^o., 26 v^o., 28 r^o.

48. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 37 v^o.

49. Récipient en métal ayant la forme d'une pelle concave qui servait pour transvaser l'objet pesé de la balance à un autre endroit.

50. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 38 r^o.-39 r^o.

51. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 2 r^o.-2 v^o., 37 v^o. et 38 r^o.-39 r^o.

52. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 35 r^o. et 36 v^o. Le produit du fermage ou de la perception des impositions, comme nous l'avons déjà dit, devait être utilisé pour payer les intérêts et amortir la dette. L'importance de cette dernière provoqua l'apparition d'une administration spécialisée qui recevait le produit de l'impôt indirect et payait les créanciers (P. Verdés, « Les sources fiscales et financières des municipalités catalanes aux XIV^e et XV^e siècles. Le cas de Cervera », *La fiscalité des villes au Moyen Âge (France méridionale, Catalogne et Castille)*, 1, *Étude des sources*, Éditions Privat, Toulouse, 1996, p. 165-166).

caisse. Chacune de ces sorties ou chacun de ces paiements devaient obligatoirement être justifiés à l'aide du reçu correspondant signé par les conseillers, ou de l'ordre de paiement émis par ces derniers⁵³.

Tout ce processus était supervisé et contrôlé afin d'éviter des irrégularités. Dans le cas d'une recette affermée, cette surveillance incombait au fermier ou à son représentant ; autrement, cette mission était confiée à un officier municipal appelé *defenedor de les imposicions*. Ce *defenedor*, ou le fermier placé à la tête de la *taula*, vérifiait que l'impôt n'était pas payé avant qu'il n'ait été noté ; il surveillait la remise effective de l'impôt dans la caisse, contrôlait la vente au détail du vin dans les tavernes et supervisait le fonctionnement correct des portes de la ville. Compte tenu de l'accumulation de toutes ces tâches, le *defenedor* devait être présent à la *taula* au moins les jours de marché⁵⁴.

La fiscalisation du recouvrement : le racional

Tout l'argent qui entrait et sortait de la caisse, quelle qu'en soit la raison, ainsi que la gestion des *imposicions* en général, étaient contrôlés par le *racional*. Au cours du XV^e siècle, le *racional* s'était transformé, aussi bien à Cervera que dans d'autres villes de Catalogne, en un officier qui supervisait l'ensemble de l'activité financière de la ville⁵⁵. Le contrôle des *imposicions* par ce « fonctionnaire » et ses adjoints, s'effectuait à partir de la confrontation des registres dans lesquels étaient notées les liquidations des divers impôts et du registre de caisse. Leurs entrées devaient coïncider et les recettes ou les paiements effectués depuis la caisse impliquaient un justificatif⁵⁶. Cette fiscalisation se faisait à la fin de l'exercice mais, pour plus de sûreté, le *racional* intervenait aussi et notait les sommes d'argent résultant des vérifications journalières et hebdomadaires ; il pouvait même exiger une autre vérification mensuelle de la caisse. Toutes ces sommes étaient portées au débit des receveurs et elles étaient annulées une fois que les comptes avaient été fiscalisés⁵⁷. Le *racional* pouvait aussi contrôler les auxiliaires de la perception, c'est-à-dire les responsables des poids et mesures ainsi que les gardiens des portes. Chaque semaine ces « fonctionnaires » présentaient les registres au *racional* et lui remettaient les *butlletins* afin qu'il puisse les comparer avec les livres des percepteurs⁵⁸. En dernier lieu, le *racional* pouvait

53. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 1 v^o.-2 r. et 38 r^o.-39 r^o.

54. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 8 v^o.-9 r^o. et 35 r^o.-36 v^o.

55. J.M. Font Rius, *op. cit.*, p. 224-229.

56. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 1 v^o.- r^o.

57. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 35 r^o.-36 v^o. et 34 r^o.-34 v^o.

58. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 6 v^o.-7 r^o., 23 v^o. et 38 r^o.

même contrôler les commerçants : les courtiers, les notaires, les taverniers ainsi que d'autres marchands devaient présenter un bulletin de leurs opérations hebdomadaires et, dans le cas des acheteurs de safran, la déclaration était journalière. Le *racional* pouvait aussi demander ces déclarations aux percepteurs⁵⁹. Grâce à toute cette somme de renseignements, le *racional* était en mesure de garantir un contrôle pratiquement absolu de la gestion des *imposicions*.

Infractions et sanctions pécuniaires

Il nous reste à parler d'un autre type de « recettes » que nous pourrions qualifier d'extraordinaires : celles qui provenaient de la pénalisation de la fraude fiscale. Les mesures adoptées pour contrôler cette pratique ainsi que les sanctions prévues pour les fraudeurs prouvent clairement son existence. La fraude affectait principalement le recouvrement de l'impôt et sa gestion. Nous pouvons diviser les infractions et les sanctions correspondantes en légères et graves. Les infractions dites légères, punies par des amendes modérées (de 5 à 10 sous barcelonais)⁶⁰, ne présentent aucune spécificité et nous pouvons les retrouver dans toutes les impositions en cas de non respect des délais de paiement. En revanche, les infractions graves sont plus intéressantes car elles indiquent l'importance de la fraude ou des dommages économiques causés à l'affermage de l'impôt, d'où l'intérêt que montrait la municipalité pour la combattre et la prévenir. Ces fautes graves pouvaient affecter les contribuables et/ou les administrateurs de l'*imposició*. En ce qui concerne les contribuables, les peines sanctionnaient, principalement, la contrebande de produits imposés. Le montant des amendes, qui dépassaient toujours les 10 s. b., augmentait en fonction de l'importance du produit et des possibilités de fraude. Parmi les plus lourdes, on relève celles relatives au commerce non déclaré de produits de base⁶¹ : poisson frais (jusqu'à 50 s. b.

59. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 9 r^o., 14 r^o., 16 v^o., 17 v^o., 18 v^o. et 31 v^o.

60. On utilise l'abréviation s. b. pour sou barcelonais et l. b. pour livre barcelonaise.

61. De plus, ces produits de base étaient ceux qui étaient grevés par les taxes les plus élevées (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 388-409) et leur fermage était plus productif pour la municipalité (M. Turull, *Oligarquia, fiscalitat i règim communal al món urbà a la Catalunya medieval (Cervera entre 1206 et 1430)*, Thèse de doctorat, Université de Barcelone, Barcelone, 1989, p. 1059-1093).

d'amende)⁶², viande (jusqu'à 60 s. b.)⁶³, céréales (jusqu'à 100 s. b.)⁶⁴, farine (jusqu'à 200 s. b., plus la confiscation du produit)⁶⁵ et vin (jusqu'à 200 s. b., outre la perte du produit)⁶⁶. Par ailleurs, des sanctions aussi lourdes frappaient la fraude sur d'autres produits qui jouaient un rôle spécifique important dans le panorama commercial de la ville et sur lesquels on pouvait facilement frauder : les actes notariaux (jusqu'à 60 s. b.)⁶⁷, la mercerie (jusqu'à 60 s. b.)⁶⁸ et, surtout, le safran

62. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 18 r^o.-19 v^o. La spéculation des pêcheurs, cf. note 32, était une préoccupation importante pour les conseillers locaux, tout spécialement pendant le carême. C'est pour cette raison que l'entrée de poisson dans la ville sans passer par le poids de la poissonnerie ainsi que le fait de dissimuler la marchandise étaient sérieusement punis.

63. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 10 v^o. Les personnes soupçonnées de frauder sur ce produit étaient, comme dans le cas du poisson, les bouchers eux-mêmes. Les infractions faisaient surtout référence à la marchandise dissimulée ou bien à la fraude sur le poids. La viande devait être exposée à la vue du public et il était absolument défendu de la dissimuler. Il était facile de cacher de la *cansalada* (du lard), qui se conservait aisément : une fraude sévèrement punie (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 395-396).

64. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 20 v^o.-21 v^o. On sanctionnait surtout la commercialisation des céréales en dehors de la Plaça del Blat et la non utilisation des mesures officielles.

65. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 3 v^o.-5 r^o. Comme nous l'avons vu, les céréales que l'on apportait à moudre devaient, auparavant, passer par le poids et leur transport était réservé au personnel du moulin. Pour cette raison, apporter des céréales en cachette au moulin était puni de 50 s. b., la farine fraudée ainsi que la bête de somme et la connivence des meuniers était punie de 200 s. b. On mentionne en outre, dans des règlements parallèles, que l'on ne pouvait passer par le poids que pendant la journée, car c'était monnaie courante, à cette époque, à Cervera et dans d'autres villes, d'éviter les contrôles en passant la nuit (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 397-398).

66. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 7 v^o.-9 r^o. L'imposició sur le vin est celle qui présente la plus importante casuistique et qui éveille le plus d'intérêt parmi les autorités locales, spécialement l'importation de vin. Celle-ci ne respectait pas l'imposition ni le protectionnisme traditionnel de cette production agricole locale (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 390-392).

67. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 13 r^o.-13 v^o. Les transactions réalisées chez les notaires représentaient, normalement, un volume économique important ; par conséquent, le droit *ad valorem* était, lui aussi, élevé. Pour cela, cacher la transaction ou l'effectuer chez des notaires d'autres villes dans lesquelles l'imposition n'existait pas ou était inférieure, pouvait constituer une perte importante pour le trésor municipal.

68. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 15 v^o.-16 r^o. La préoccupation des conseillers locaux s'explique par le fait que les produits de mercerie avaient une valeur importante et un petit volume qui permettait de les faire entrer et sortir de la ville facilement et rapidement, évitant ainsi l'impôt.

(jusqu'à 100 s. b.)⁶⁹. Les peines qui sanctionnaient la fraude administrative étaient encore plus sévères, bien qu'apparemment, moins fréquentes : elles avaient un caractère particulièrement dissuasif. Ainsi, les responsables des poids et mesures qui ne remplissaient pas leurs obligations pouvaient être punis par des amendes oscillant entre 50 et 100 s. b.⁷⁰. Par ailleurs, les amendes dont étaient passibles des gardiens des portes s'échelonnaient de 25 à 50 l. b., c'est-à-dire de 500 à 1 000 s. b.⁷¹ Enfin, le châtement prévu pour les percepteurs variait de 100 à 200 l. b., c'est-à-dire de 2 000 à 4 000 s. b.⁷²

Les cas de fraude étaient jugés à la demande des membres de la *taula del butlletí*, qui fixaient eux-mêmes la sanction correspondante⁷³. Une fois la punition édictée, l'exécution en revenait au *mostassaf*⁷⁴. Les percepteurs devaient remettre la liste des fraudeurs à ce dernier qui, dans un délai de deux ou trois jours, exigerait d'eux un gage⁷⁵. Des *saigs* avaient la tâche de recueillir les gages et, à cette fin, on construisit une maison pour les entreposer sous surveillance⁷⁶. Le *mostassaf* remettait chaque mois la liste des auteurs d'infractions et des gages aux conseillers municipaux (*paers*) qui décidaient, en dernier lieu, si le fraudeur présumé devait être condamné ou relaxé⁷⁷. Les fraudes et les sanctions devaient être jugées sans délai afin de dissuader les éventuels fraudeurs et ne pas gêner le recouvrement⁷⁸. Dans le cas où quelqu'un se refusait à payer l'impôt et résistait aux *saigs*, il était prévu que les percepteurs puissent retenir à la pesée les céréales qu'il apportait au moulin pour être moulues et cela jusqu'au paiement du droit⁷⁹.

69. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 17 r^o.-17 v^o. L'important commerce du safran dans la ville a toujours suscité un intérêt particulier auprès des autorités locales (M. Turull, *La configuració...*, *op. cit.*, p. 302-303) qui craignaient que les acheteurs puissent cacher et mélanger le safran qui avait payé l'impôt à celui qui ne l'avait pas encore payé, étant donné le faible volume du produit (P. Verdés, « Les imposicions a Cervera... », p. 411-412).

70. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 4 v^o. (la farine), 11 r^o. (la viande), 18 r^o.-v^o. (le poisson) et 24 r^o.-v^o. (la laine).

71. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 2 v^o.-3 v^o., 23 v^o. et 38 r^o.

72. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 1 r^o.-1 v^o., 35 r^o.-36 v^o. et 37 v^o.

73. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 30 r^o.-30 v^o.

74. Le *mostassaf* était un officier municipal chargé de contrôler les poids et mesures, de surveiller le marché et les artisans, de faire en sorte que les transactions soient équitables, de poursuivre la revente et de veiller à ce que les rues soient propres et libres d'obstacles (M. Turull, *La configuració...*, *op. cit.*, p. 294-301).

75. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 32 v^o.

76. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 33 r^o.-33 v^o. *Consell*, 1462, fol. 26 r^o.-v^o. Les *saigs* étaient des employés chargés d'exécuter les décisions municipales (M. Turull, *La configuració...*, p. 262).

77. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 37 r^o.

78. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 37 r^o.

79. AHCC, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, f. 7 r.

En dernier ressort, les percepteurs pouvaient s'adresser aux conseillers locaux pour que ces derniers fassent usage de leur autorité et viennent à bout de la résistance des fraudeurs⁸⁰.

Le montant des sanctions était, lui aussi, introduit dans la caisse du *butlletí* et les amendes étaient habituellement réparties de la manière suivante : un tiers pour la caisse, un autre pour le préposé qui exécutait la sentence (normalement le *mostassaf*) et le dernier pour l'accusateur⁸¹. Quand les percepteurs découvraient une fraude et recouvraient l'amende sans avoir besoin de recourir à un quelconque préposé, un tiers de la somme leur revenait et les deux autres allaient dans la caisse municipale⁸². Le tiers dû au dénonciateur – le percepteur, le gardien des portes ou un particulier – lui était versé le plus rapidement possible et on lui en avançait le montant en le prenant si nécessaire dans la caisse des impositions, afin de l'encourager à rester attentif⁸³. Dans le cas d'un particulier, on prévoyait que son identité soit maintenue secrète, sauf si l'infraction ne pouvait pas être démontrée ; il devait alors se soumettre à une confrontation avec l'inculpé⁸⁴.

Conclusion

Ces ordonnances du « *butlletí* » font apparaître un appareil fiscal sophistiqué et très perfectionné. Elles n'étaient, pour les dirigeants de Cervera, qu'un « horizon théorique » mais, si l'on en croit la documentation conservée, les normes que nous venons d'énoncer étaient appliquées.

La description de ce système offre un intérêt indéniable pour une meilleure connaissance des mécanismes de la levée des impôts indirects proposés, à titre de modèle, à cette même époque, dans d'autres localités de Catalogne, comme Manresa, Vic et Barcelone. Isabel Falcón, à propos de Saragosse, et Remedios Ferrero, à Valence, pour ne citer que ces deux villes particulièrement importantes,

80. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 1 r°.

81. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 1 v°, 13 v° et 37 r°.

82. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 30 r°.-30 v°.

83. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 2 v°.-3 v° et 30 r°.-30 v°.

84. AHCC, FM, *Ordinacions, Imposicions*, 1460, fol. 30 v°.-31 r°.

signalent aussi l'existence de gardiens des portes nommés par la municipalité pour le recouvrement des *imposicions*, ce qui laisse supposer une similitude dans les méthodes. Dans le cas de Valence, la ressemblance va beaucoup plus loin car les gardiens des portes du XVI^e siècle prélevaient des gages et notaient les opérations dans des registres et l'un des membres de la table où l'on recouvrait l'impôt était précisément appelé *bolletiner*⁸⁵.

Ainsi, la « structure financière », qui va des conseillers locaux jusqu'au *racional*, en passant par la *taula del butlletí*, les gardiens des portes, les responsables des poids et mesures, le *mostassaf* et les *saigs*, ainsi que les procédés de déclaration de la matière imposable et le système des *albarans* ou des *butlletins*, peuvent s'avérer une excellente base de référence pour comprendre les procédures d'imposition indirecte au cours du XV^e siècle, non seulement à Cervera, mais aussi en de nombreuses autres localités de Catalogne, de la Couronne d'Aragon et, pourquoi pas, en d'autres lieux hors de nos frontières.

Traduction Danielle Alexandre-Bidon et Denis Menjot

85. R. Ferrero, *La hacienda municipal de Valencia durante el reinado de Carlos V*, Ayuntamiento de Valencia, Valencia, 1987, p. 164-167. I. Falcon, *Organización municipal en Zaragoza en el s. XV*, Saragosse, 1978. Ce système était peut-être plus répandu s'il s'avérait qu'il présentait des similitudes avec un « uffici delle bollete » à Piacenza (P. Castignoli, *Liber dacionum et officiorum communies Placentie (anno MCCCLXXX)*. *L'appalto delle gabelle e degli uffici in un comune cittadino del dominio visconteo*, Il Centro de Ricerca ed., Rome, 1975).